

Une nouvelle stratégie pour atteindre les salaires vitaux dans l'industrie mondialisée de l'habillement

Une large coalition de syndicats, organisations de travailleurs-euses, ONG et autres défenseurs, s'est formée pour mettre au point et promouvoir une proposition d'accord contraignant sur le salaire, et recherche votre soutien et implication.

Les habits que l'on porte sont fabriqués par des millions de travailleur·euses partout dans le monde, principalement des femmes non-blanches, qui reçoivent un salaire cruellement insuffisant pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Ces salaires sous le seuil de pauvreté sont un élément constitutif majeur de l'industrie mondiale de l'habillement, un élément qui a des conséquences catastrophiques sur les travailleurs·euses et leurs familles. Les travailleurs·euses sont obligé·es d'accumuler les heures de travail dans un effort désespéré pour joindre les deux bouts.

Ils-elles et leurs familles sont souvent mal nourries, et ne peuvent généralement ni payer une véritable éducation pour leurs enfants, ni les soins médicaux. Beaucoup d'entre eux-elles n'ont pas accès à un logement décent ou à l'eau potable. Les travailleurs·euses font souvent des emprunts à des prêteurs illégaux, ou à des magasins, avec des taux d'intérêts élevés, juste pour acquérir les produits de première nécessité. Au lieu de servir à sortir les gens de la pauvreté, ce qui est souvent présenté comme l'un des intérêts premiers de la mondialisation, les emplois dans l'industrie de l'habillement ne font qu'emprisonner les travailleurs·euses dans un cycle perpétuel de dettes et de désespoir.

Ces conditions ne sont pas un hasard ; c'est le résultat direct des pratiques d'achat des marques et des enseignes au sommet de la filière d'approvisionnement, et de leur recherche incessante de maximisation du profit par la réduction des coûts. Les entreprises de l'habillement délocalisent leur production dans un réseau vaste et changeant d'usines et lieux de travail à travers le monde, les mettant en compétition et les forçant à réduire toujours plus les coûts et temps de production.

Pour maintenir les commandes, les fournisseurs doivent trouver des moyens de garder les prix aussi bas que possible, ce qu'ils font en ignorant les normes de travail et en rejetant les demandes que font les travailleurs-euses pour des salaires plus élevés. Les gouvernements, soucieux d'attirer un capital étranger, ferment les yeux sur les abus, et mettent en place un salaire minimum bien en dessous du salaire vital, bien que cela viole les normes internationales des droits humains et du travail. A travers ces dispositifs, le modèle de délocalisation des marques encourage directement les abus, récompensant les fournisseurs et gouvernements qui rognent sur les dépenses et punissant celles et ceux qui essaient de faire ce qui est juste.

Les gouvernements dans la plupart des pays producteurs de textile (y compris ceux de l'Union Européenne) ont fixé un salaire minimum qui représente moins d'un tiers de l'estimation d'un salaire vital acceptable. Cela signifie que les syndicats dans ces pays, si déjà ils arrivent à entrer dans un processus de négociation avec leurs employeurs, doivent négocier à partir d'un point si bas que même en cas de victoire, une éventuelle augmentation ne les amèneraient toujours pas à hauteur d'un salaire vital.

Tandis que les travailleurs·euses à travers le monde se sont mobilisés·ées pour une amélioration de leurs salaires, les consommateurs·trices et activistes ont eu vent de la triste réalité et ont rejoint le mouvement qui réclame un changement de la part des marques et des enseignes. Pour protéger leur image, les

marques et enseignes ont créé de soi-disants programmes de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Une tentative d'autorégulation par les entreprises qui n'a amené à aucune amélioration tangible pour les travailleurs·euses et n'a servi qu'à sauver la réputation des entreprises.

Les normes de travail dans ces programmes de RSE sont régulièrement ignorées. Alors que les premières marques ont ajouté le droit à un salaire vital dans leurs codes de conduite, une génération entière de travailleurs·euses est restée prisonnière de la pauvreté. De nombreuses entreprises ont répondu à la pression des consommateurs·trices en arborant publiquement la rhétorique liées aux salaires vitaux – tout en faisant simultanément pression sur leurs fournisseurs pour réduire leurs prix. L'effort que les marques mettent dans ces manipulations révèle bien une réalité importante : les consommateurs·trices et travailleurs·euses veulent un changement, et les marques se sentent obligées de prêter attention à cette demande.

Les organisations de la société civile, les investisseurs et même les gouvernements demandent de plus en plus aux marques d'assumer leurs responsabilités à travers le cadre des Nations Unies « Entreprises et droits de l'homme », et de s'assurer que le salaire vital soit respecté dans leurs chaînes d'approvisionnement. Cette responsabilité existe indépendamment de la volonté et/ou possibilité des États d'augmenter les salaires minimums jusqu'au niveau des salaires vitaux. Elle existe aussi au-delà du respect des lois et réglementations nationales protégeant les droits de l'homme. Dans la dernière décennie, de nombreux référentiels pour les salaires vitaux ont été déterminés par des chercheurs et experts. Des syndicats dans beaucoup de pays ont fixé des objectifs concrets pour des salaires vitaux et élaboré une proposition de salaire vital à l'échelle régionale, l'Asia Floor Wage a été élaboré par des associations syndicales en Asie qui réclament que les marques paient la différence entre le salaire minimum obligatoire et le salaire vital. Cette proposition décrite ici prend en compte ce travail pour mettre au point une formule qui effacera l'écart de salaires.

Il est temps que les marques joignent l'acte à la parole. La solution est simple : afin de combler l'immense écart entre le salaire minimum obligatoire et le salaire vital, les entreprises doivent être contraintes de payer plus cher les fournisseurs pour permettre le paiement d'un salaire vital. Les travailleurs·euses doivent avoir le droit de s'organiser et de négocier, pour s'assurer que ces prix plus élevés se traduisent par des salaires plus élevés. L'engagement des marques doit être contraignant, car les promesses sur base volontaire n'amèneront aucun changement.

Pendant les deux dernières années, la Clean Clothes Campaign (CCC), l'Asia Floor Wage Alliance (AFWA) et le Worker-driven Social Responsibility Network (WSR), représentant une large coalition de syndicats, groupes de plaidoyer, ONG et autres alliés, se sont unis pour mettre au point une demande concrète d'action :

Les marques signataires devront payer une contribution au salaire vital pour chaque commande passée. La contribution au salaire vital sera basée sur deux facteurs : 1) l'écart moyen entre le salaire minimum obligatoire et le salaire vital estimé dans ce pays producteur ; et 2) le pourcentage moyen du coût d'un vêtement qui sert à payer la main d'œuvre. Cette contribution au salaire vital sera payée par la marque au fournisseur, puis redistribuée par le fournisseur, visible sur la fiche de paie, de façon égale à ses travailleurs·euses. Là où un syndicat indépendant existe, le fournisseur sera obligé de négocier un accord indépendant directement avec le syndicat pour ce qui est du versement de la contribution au salaire vital.

La contribution au salaire vital sera appliquée à tous les pays où la marque se fournit, afin d'éviter de pénaliser un pays qui signerait l'accord avant ses concurrents.

Le paiement de la contribution au salaire vital par les marques, et sa redistribution aux travailleurs·euses seront contrôlés par les signataires, qui peuvent mettre en place un organisme indépendant établi dans ce but spécifique. Les travailleurs·euses auront accès 24 heures sur 24 à un dispositif de plaintes pour signaler toute violation.

Contrairement aux codes de bonnes conduites volontaires, ce programme sera de fait respecté grâce à un accord contraignant entre les syndicats, les groupes pour le droit du travail et les marques. Cet accord inclura également de fortes protections du droit à se syndiquer, un élément crucial pour assurer que les travailleurs·euses puissent faire entendre leurs voix. Les marques signataires devront mettre un terme à leur contrats avec toute usine fournisseuse qui ne redistribue pas la contribution au salaire vital à ses travailleurs·euses, ou qui ne s'adapte pas au plan de réparation mandaté par l'organisme de surveillance, y compris quand cela enfreint le droit de se syndiquer. L'imposition de conséquences importantes signifie que les marques devront prendre leurs engagements au sérieux – sous peine de poursuites judiciaires.

Cette démarche s'est de plus en plus fait connaître sous le nom de : Accords contraignants sur les marques (ou Enforceable Brand Agreements : EBA) et de responsabilité sociale mené par les travailleurs·euses (ou Worker-driven Social Responsibility Network : WSR). Le succès de cette démarche, comme démontré par l'Accord sur la sécurité des bâtiments et la prévention incendie du secteur de l'habillement au Bangladesh et le Fair Food Program, a sensiblement renforcé la sécurité et les conditions de vie des travailleurs·euses. De tels résultats sont prometteurs dans le cadre de la lutte contre le problème des salaires de misère dans l'industrie de l'habillement.

Les syndicats feront appel à leurs propres représentants pour négocier l'accord, auquel ils seront signataires, avec des associations de la société civile comme témoins, et en renforçant la responsabilité des entreprises à travers un suivi et un reporting sur les progrès effectifs. L'accord permettra aux marques de montrer qu'elles agissent en accord avec leur devoir de vigilance en matière de droits humains pour atténuer les risques et y remédier.

Cette proposition est ambitieuse et notre coalition se prépare à mettre en ligne un site internet public qui expliquera cette nouvelle démarche. Nous savons que les marques et les enseignes seront fortement réticentes à perdre ne serait-ce qu'un peu de leurs profits. Créer un tel changement dans l'industrie de l'habillement ne sera ni facile ni rapide, et il y aura des obstacles sur notre route. Mais si nous réussissons, cette proposition transformera fondamentalement l'industrie, et créera un moyen pour des millions de travailleurs·euses de sortir de la pauvreté. Les travailleurs·euses ont besoin d'un salaire vital maintenant. On espère que vous soutiendrez nos propositions.